

2 Politique

Trois questions à... la maire sortante de Mouila

Isabelle Olga Mboumba Mouanga : "Les populations de Mouila retiendront que mon action a été positive"

Propos recueillis par F. N.
Libreville/Gabon

C'est en substance ce que soutient le successeur de Pierre-Claver Maganga Moussavou à la tête du conseil municipal du chef-lieu de la province de la Ngounié. Ce dernier ayant été nommé au poste de vice-président de la République en septembre 2017.

l'union. Quel sentiment vous anime au moment où s'achève votre mandat à la tête de cette municipalité ?

Isabelle Olga Mboumba Mouanga : Je tiens d'abord à remercier le quotidien l'Union pour l'opportunité qu'il m'offre pour m'exprimer. Et par la même occasion, la présidence du Parti social-démocrate (PSD) pour m'avoir placée comme premier adjoint au maire lors de l'élection du bureau du conseil municipal de la communale de Mouila, avant d'assurer l'intérim, de septembre 2017, à la suite de la nomination au poste de vice-président de la République du maire central Pierre Claver Maganga Moussavou, jusqu'à la fin du mandat.

Revenant à votre question, un relatif sentiment de satisfaction m'anime, même si tous les projets ne sont pas arrivés à leur terme. Cependant, j'ai été au contact permanent des populations de Mouila, pour les avoir écoutées, aidées en apportant quelques solutions aux problèmes posés. Mais, les moyens financiers mis à ma disposition ne m'ont pas permis d'atteindre les objectifs visés par le conseil municipal de Mouila. Dans tous les cas les popula-



Photo : Felicien Ndongo

Isabelle Mboumba Mouanga, ancienne maire de Mouila.

tions molvilloises sont mieux placées pour juger l'action du Conseil.

Au terme de cette expérience que souhai-teriez-vous que les populations retiennent le plus de votre action comme maire de cette commune ?

Durant cette expérience à la tête de conseil municipal de Mouila, je me souviens avoir été à la hauteur de mes responsabilités en tant que maire par intérim. Je laisse penser que les populations des quartiers de Mouila retiendront que mon action a été

positive. Notamment dans l'embellissement de la ville à travers le pavoiement, la gestion des voiries et des espaces verts, pour ne citer que cela. Toute chose qui a permis à la commune de Mouila de remporter le prix de la ville la plus propre en 2016.

On ne saurait également passer sous silence l'aide apportée aux sinistrés des inondations en 2017, la création des aires de jeux pour les jeunes et le soutien multiforme aux associations. La mairie a aussi accompagné d'autres initiatives sur les plans du social et du culturel œuvrant pour la formation et le soutien des jeunes entrepreneurs ainsi que l'aide aux élèves démunis, tout en occupant les jeunes dans les activités saines.

Auriez-vous de regrets, des projets qui vous tenaient à cœur, mais que vous n'avez pas pu réaliser ?

Mon seul regret, c'est de n'avoir pas satisfait tous les besoins exprimés par les populations dont j'avais la charge. En dépit du fait que le Conseil municipal avait inscrit de nombreux projets allant dans le sens de l'amélioration de leurs conditions de vie. Je peux citer, entre autres, le transport scolaire, les logements sociaux, la diminution des prix des denrées alimentaires, la gestion des ordures ménagères avec la création par exemple d'une usine de traitement ainsi qu'une décharge municipale. Ainsi, le conseil municipal que j'ai géré n'a pas souffert totalement des moyens matériels et humains, mais plutôt des moyens financiers, compte tenu de la situation économique difficile que traverse le pays.

CND/Comité d'organisation pour la revitalisation de l'institution

Bilan à mi-parcours



Photo : SNN

Le bureau du comité d'organisation faisant le bilan de ses démarches.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

C'était l'objectif de la rencontre d'hier au siège de l'institution. Les partis signataires de la revitalisation du Conseil national de la Démocratie (CND) ont dévoilé les démarches déjà entreprises jusqu'à ce jour.

LE Comité d'organisation pour la revitalisation du Conseil national de la Démocratie (CND) s'est réuni

hier au siège de l'institution. L'objectif était de faire un bilan à mi-parcours des actions menées pour ladite cause. En effet, selon le bureau dirigé par Joachim Mbatchesi Pambou, des correspondances ont été adressées aux plus hautes autorités de la République, notamment au vice-président de la République, au président de la Cour constitutionnelle, au Premier ministre, chef du gouvernement et au président du Conseil économique social et environnemental (CESE). Dans ces missives, le bu-

reau dudit Comité d'organisation indiquait à ces personnalités les difficultés auxquelles est confrontée l'institution en charge de gérer et orienter le débat politique dans notre pays. Entre autres soucis qui existent depuis 2017, les problèmes d'ordre budgétaire et la non-prise en compte des textes réglementaires issus de l'accord signé avec les partis politiques au sortir du Dialogue d'Angondje. Toute chose que regrettent Mbatchesi Pambou et les siens. "Le CND, au regard des crises multiformes qu'il traverse,



Photo : SNN

Présidents et représentants des partis de l'opposition œuvrant à la revitalisation du CND.

est le parent pauvre des institutions de la République", dira-t-il. Et d'exprimer un souhait: "nous voulons que le Conseil national de la Démocratie retrouve ses lettres de noblesse. Il faut mettre les moyens au CND pour pouvoir lui permettre de remplir la noble mission qui est la sienne, celle de réguler la démocratie dans notre pays".

En outre, les partis signataires se sont dit rassurés de ce que les démarches "vont bon train". Cela, après leur rencontre avec Pierre-Claver Maganga Moussavou qui, certaine-

ment, avait prêté une oreille attentive à leurs sollicitations.

Par ailleurs, si le Comité d'organisation exprime sa détermination à œuvrer pour la revitalisation de leur institution, le bureau dirigé par Joachim Mbatchesi Pambou a tout de même regretté la non-participation des partis politiques de la majorité à leurs travaux. Depuis que cette initiative a été lancée, a-t-il relevé, "nos amis et frères de la majorité n'y ont jamais pris part. C'est pour cela que vous constaterez que tout le bureau du Co-

mité d'organisation n'est composé que de membres de l'opposition".

Rappelons qu'il y a quelques jours, près de 55 partis politiques avaient signé une pétition dans laquelle ils interpellaient le président de la République sur la question de la revitalisation du CND. Ils avaient sollicité de la part d'Ali Bongo Ondimba que celui-ci instruisse le gouvernement afin de prendre "les mesures nécessaires" pour que revive l'institution dirigée par Séraphin Ndaot.